l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 27/09/2021

Le vaccin est une protection, le capitalisme une agression !

La date couperet pour l'obligation vaccinale, fixée par le gouvernement au 15 septembre tout particulièrement pour le personnel hospitalier, sous peine de perdre son emploi ou d'être acculé à un congé forcé sans salaire, a encore dégradé les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux. Véran, ministre de la Santé, a annoncé 3 000 suspensions de soignants non vaccinés, relativisant l'impact de la mesure, sur plus de 2,7 millions de salariés concernés. Mais ce chiffre est largement sous-estimé, atteignant en réalité plusieurs dizaines de milliers de soignants, et le sous-effectif est tel, dans bien des établissements de santé, que l'absence de quelques collègues suffit à mettre dans une situation plus que critique.

Le gouvernement fanfaronne… pendant que les soignants craquent

Le gouvernement met à son actif le fait que le seuil des 50 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin a été dépassé. Mais cette autosatisfaction ne saurait cacher que sa gestion de la pandémie a été de bout en bout criminelle. Le « quoi qu'il en coûte » avait pour unique préoccupation, non de sauver des vies, mais de préserver les profits des entreprises. Pas de « quoi qu'il en coûte » en revanche pour embaucher dans les hôpitaux et investir dans les équipements nécessaires. Depuis un an et demi, nous avons tout vécu : pas de masques, pas de sur-blouses, pas de respirateurs en nombre suffisant, un manque de bouteilles d'oxygène et de lits de réanimation, des soignants obligés par leur hiérarchie à venir travailler alors qu'ils avaient été testés positifs au Covid… Et on en passe. Aux heures les plus graves de l'épidémie, la grande misère des hôpitaux publics a été révélée au grand jour. Que le personnel a tenté désespérément de compenser par des efforts surhumains qui leur ont valu les applaudissements du public, mais pas le moindre geste concret du gouvernement. C'est cette même situation scandaleuse dont témoignent les soignants appelés en renfort aux Antilles : pas assez de masques, de gants, de désinfectant… L'ARS a même demandé à certains d'emporter leur matériel !

La violence du chantage à l'emploi

Après un an et demi de crise sanitaire, rien n'a donc changé dans la situation des hôpitaux. Avec les suspensions des employés non vaccinés, les démissions et les arrêts maladie pour cause de burn-out, c'est même de pire en pire. Celles et ceux qui restent sont transbahutés de service en service pour combler le manque de personnel. Ils deviennent des agents polyvalents, dont on modifie sans cesse les plannings, auxquels on refuse les congés. Face à cette catastrophe depuis longtemps annoncée, le gouvernement ne répond que par la violence du chantage à l'emploi. D'autant plus scandaleuse qu'avec plus de 90 % de vaccinés parmi le personnel de santé, on ne peut pas dire que l'hôpital soit particulièrement un danger. Mais l'occasion est trop belle, pour ces défenseurs forcenés du capitalisme, de taper encore sur les travailleurs et d'inventer de nouvelles mesures de rétorsion. Et voilà que Véran promet encore des contrôles systématiques pour les arrêts des soignants, considérés comme suspects depuis l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale ! Cette violence, c'est celle dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis de l'ensemble des salariés.

En guerre contre le monde du travail

Ce n'est pas au virus que le gouvernement a déclaré la guerre, mais bien aux salariés. Il suspend le salaire des non-vaccinés, programme la baisse des allocations chômage au 1er octobre prochain, prépare une nouvelle réforme des retraites avec le report de l'âge de départ à 64 ans… La coupe est pleine. Il va falloir riposter, cela devient vital pour les salariés des hôpitaux, mais aussi pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs !

L'appel à la mobilisation du 5 octobre prochain est une occasion de montrer notre colère par la grève et les manifestations. Il faut que ce gouvernement comprenne que ses attaques et son mépris ne resteront pas sans réponse.

À Besançon, manifestation le 5 octobre à 10 heures 30 place de la Révolution

Aucun collègue ne doit être suspendu

Le 16 septembre, la direction annonçait que 9 % des collègues étaient suspendus. Mais quelle aberration !

Alors qu'il manque déjà du personnel pour faire face à l'activité au quotidien, que des lits sont déjà fermés, ces suspensions vont détériorer encore un peu plus la qualité des soins, entraînant une multiplication des burn-outs et des démissions dans les équipes. Où les ARS pensent-elles trouver des agents qualifiés pour pallier à ces départs ?

Pas encore tout à fait au point

Au bureau des entrées, la mise en place de la pré-admission en ligne et du logiciel Pastel sont loin d'être un long fleuve tranquille. Même si la situation s'améliore, l'attente est toujours importante.

Cela se répercute sur certains secteurs, comme la mammographie où certaines patientes peuvent arriver avec un retard important pour un examen délicat.

Ça donne envie d'aller voir ailleurs

La direction s'est offerte une fresque gigantesque et colorée sur le mur de l'héliport. Si c'était pour attirer les jeunes IDE et AS pour qu'elles viennent travailler à l'hôpital, c'est raté. La DRH n'arrive pas à les recruter, ni à les fidéliser. Et visiblement elles ne se sont pas laissées endormir par l'effet Ségur.

Quand elles étaient étudiantes en soins infirmiers ou à l'école d'AS, elles se sont retrouvées dans les unités, en pleine période de Covid, alors on comprend bien qu'elles n'aient pas très envie de venir y travailler.

En se comportant de cette façon, la direction s'expose à des réactions plus radicales

Jeudi 23 septembre dernier, il y avait un préavis de grève national déposé pour les IADE. À l'hôpital, dix d'entre eux devaient assurer les interventions prévues, mais la direction a cru bon d'assigner les 34 professionnels du secteur.

Coup de pub !

Jean Castex a annoncé un « coup de pouce » supplémentaire dans le cadre de l'aide aux personnes âgées, dont la moitié pour les maintenir à domicile. Et d'expliquer que 10 000 emplois seraient créés d'ici à 2025…

Mais pour l'association qui regroupe les directeurs les 7 500 maisons de retraite et structures d'aide à domicile, le compte n'y est pas. En effet, cette mesure représente la création d'un tiers-temps par structure !

Grève des sages-femmes en colère

Pour la cinquième fois depuis le début de l'année, les sages-femmes ont organisé un mouvement de grève et de manifestations. Il a été particulièrement bien suivi le week-end dernier, puisque 50 % des cabinets et de nombreuses maternités privées ont fermé. Dans le public, les fermetures n'ont été évitées que grâce aux réquisitions et assignations.

Les sages-femmes réclament une reconnaissance de leur travail passant par une augmentation substantielle des salaires et des embauches, dans le public comme dans le privé. Des revendications qui sont celles de tout le personnel soignant.

« On croit mourir pour la patrie… »

La mort d'un caporal-chef, tué dans une embuscade au Mali, fait l'objet d'une médiatisation considérable et suscite les hommages de Macron et d'une grande partie de la classe politique.

Chaque victime militaire est en effet l'occasion de vanter le rôle de l'armée et de ses expéditions en Afrique ou ailleurs. Les commentateurs ne se posent pas la question de savoir si, plutôt que de lutter contre le terrorisme, ce ne sont pas ces expéditions, avec leur lot de bombardements et de tueries, qui contribuent à son développement. Et bien entendu, on rappelle rarement que les troupes tricolores ont avant tout pour mission de protéger les intérêts de groupes comme Areva, Bolloré et quelques autres qui pillent l'Afrique. Comme le disait Anatole France : « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels. »

Histoire d'eau

Le géant du fast-food McDonald's, qui ne manque pas d'imagination, vient de prendre un virage écologique : fini les bouteilles d'eau en plastique, bienvenue aux gobelets recyclables. Sauf qu'il facture l'« Eau by McDo » 1,70 euros le gobelet de 25 centilitres et 2,75 celui de 50, c'est-à-dire de cinq à sept euros le litre pour de l'eau du robinet filtrée qui lui revient à 0,003 euro le litre. Comme le déclare joliment François Carlier, le délégué général de l'association CLCV (Consommation logement cadre de vie) : « Juridiquement ce n'est probablement pas une arnaque, mais c'est fondamentalement abusif. » On ne lui fait pas dire.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/